

[Text]

An hon. member: No. Tory times are tough times.

Mrs. Marleau: Well, maybe. But there have been tough times in Sudbury many times before. It is very, very cyclical.

An hon. member: Those were Liberal times.

Mrs. Marleau: In the area of self-interest I would think it might be far easier for some companies, not necessarily Inco, to operate in areas that are much less regulated, in Third World countries, in times of recession. It is human nature. What do you think would have happened, for instance, had the last two years of great profits not happened to Inco? Would you have been able to meet these deadlines that the Province of Ontario has set?

Mr. Aitken: First of all, Madam Chairman, could I put the record straight? I did not ask for less regulation, I asked for more incentives. What I am looking for is balance, and I do not believe we have a proper balance.

I support the need for regulations. I like a speed limit on the road out there, and I like all sorts of other regulations that exist, even some of those that exist dealing with the environment, because there are horror stories out there and you need regulation to address those issues. So regulation is fine. But I get a little bit upset when it all tends to be focused on million-dollar fines and jail terms for chief executive officers. I do not think that is particularly legitimate.

One of your questions was asking whether we could have done it earlier. In fact, in 1985 Chuck Baird, who at that time was the chief executive officer of Inco, went to the annual meeting and announced that Inco was going to put into place a new smelting process—not the one you have just seen, a different one based on the Thompson installation actually—and that this would get us from our existing level of emissions down to a level of 350 kilotonnes per annum. That in fact matched the 50% cut Canada had committed to.

That announcement was acclaimed by the federal minister at the time, who I believe was Madam Blais-Grenier. She liked it. Bill Davis' government was still in power, and they liked it. We were about to embark on this program when the election took place. The Liberal government came to power and two months later Jim Bradley said it was not enough. After a lengthy pause and negotiation, 350 kilotonnes was reduced to 265.

• 1030

We did not have the technology to get us to 265 kilotonnes, so he gave us another three years to find it. We came up with the flash smelting process. So as far as I am concerned, Jim Bradley gets the credit for the

[Translation]

Une voix: Non. Ce sont les années de régime conservateur qui nous obligent à faire maigre.

Mme Marleau: Enfin, peut-être. Mais ce n'est pas la première fois que Sudbury vit des années difficiles. La situation est très, très cyclique.

Une voix: C'était des années de régime libéral.

Mme Marleau: Il me semble qu'il serait beaucoup plus facile pour certaines entreprises, pas nécessairement l'Inco, d'aller en période de récession s'implanter dans des pays beaucoup moins réglementés, comme ceux du Tiers monde, ne serait-ce que dans leur propre intérêt. C'est la nature humaine. Que se serait-il passé, à votre avis, si l'Inco n'avait pas réalisé des bénéfices énormes au cours des deux dernières années? Auriez-vous respecté les échéances fixées par la province de l'Ontario?

M. Aitken: D'abord, madame la présidente, j'aimerais corriger certains faits pour le compte rendu. Je n'ai pas demandé un allègement de la réglementation mais plutôt davantage de mesures d'encouragement. Ce que je souhaite c'est un équilibre qui nous fait, à mon avis, défaut.

J'admets la nécessité des règlements. J'aime bien qu'on impose des limites de vitesse sur les routes et j'aime bien quantité de règlements qui existent à l'heure actuelle, même ceux qui portent sur l'environnement, étant donné les horreurs qui se produisent et qu'il faut empêcher par la réglementation. Donc, je ne m'oppose pas à la réglementation. Cependant, je suis quelque peu contrarié quand on se contente d'imposer des amendes de plusieurs millions de dollars et des peines d'emprisonnement aux dirigeants d'entreprises. J'admets mal la légitimité de cela.

Vous m'avez demandé entre autres choses si nous aurions pu agir plus tôt. En fait, Chuck Baird, qui était président-directeur général de l'Inco en 1985, s'est présenté à l'assemblée générale annuelle et a annoncé que l'Inco allait exploiter un nouveau procédé de fusion—pas celui dont nous avons parlé un peu plus tôt mais un procédé mis au point à l'usine de Thompson—lequel nous aurait permis de ramener le niveau de nos émissions à 350 kilotonnes par année. Cela correspondait à la réduction de 50 p. 100 à laquelle s'était engagé le Canada.

Le ministre fédéral de l'époque, c'était M^{me} Blais-Grenier je crois, nous en a félicité. Elle en était satisfaite. Le gouvernement de Bill Davis était encore au pouvoir, et s'est réjoui de l'annonce faite par M. Baird. Nous nous apprêtons à lancer ce programme quand l'élection a eu lieu. Le gouvernement libéral a été porté au pouvoir et deux mois plus tard, Jim Bradley a annoncé que ce n'était plus suffisant. Après un intervalle assez long et des négociations, le plafond a été ramené de 350 kilotonnes à 265.

Comme nous ne disposions pas de la technologie nécessaire pour réduire les émissions à 265 kilotonnes, il nous a accordé un délai de trois ans pour l'acquiescer. Nous avons mis au point le procédé de fusion éclair. J'estime